

Hedberg, Hakan, *Le défi japonais*, Éditions Denoël, Paris, 1970, 304 p.

Toyamasa Fusé

Volume 3, numéro 3, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700238ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700238ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fusé, T. (1972). Compte rendu de [Hedberg, Hakan, *Le défi japonais*, Éditions Denoël, Paris, 1970, 304 p.] *Études internationales*, 3(3), 434–437.
<https://doi.org/10.7202/700238ar>

ont attaqué le problème de la pauvreté avec plus d'audace et d'imagination. Robert de Montvalon a fait le commentaire suivant : « Que disons-nous, naïvement, depuis que nous parlons de développement ? Ceci : ouvrons nos bras aux autres afin qu'ils viennent prendre part à notre société et y fructifier. Ce discours est celui de tous les riches, c'est-à-dire des sociétés industrielles de l'Ouest et de l'Est. Or cette politique de développement ne réussit pas. Déçus dans notre narcissisme déguisé en altruisme, nous avons alors tendance à nous replier. De leur côté, un certain nombre de groupes ou de leaders du nommé « Tiers-Monde » refusent notre projet... la société industrielle riche est incapable de tenir ses promesses : des pauvres ne veulent plus la prendre pour modèle ».

M. de Montvalon disait en terminant que le « marxisme scholastique » qui a triomphé à Prague et ailleurs ne suffit plus. André Jeanson, l'ancien président de la C.F.D.T. admettait également que les chrétiens avaient besoin d'un socialisme qui dépasse le « socialisme totalitaire étouffant de Moscou et de Pékin » (p. 203). Joseph Folliet expliqua pourquoi l'insatisfaction générale de la *Semaine* provoquée par les socialismes français existants était une réponse bien chrétienne : « N'attendez pas de moi que je choisisse, avec considérants à l'appui, entre la réforme et la révolution. Ce choix regarde chacun d'entre vous, si tant est qu'il ne soit pas purement conceptuel. À considérer l'histoire, peut-on choisir entre la réforme et la révolution comme un gâteau chez le pâtissier ? Hésitera-t-on entre une réformette au chocolat et une révolution au kirsch ? Comme il convient à un prêtre... n'attendez de moi que l'Évangile, rien que l'Évangile, mais tout l'Évangile, pur et brûlant, dur et lumineux, dans sa déchirante douceur et ses exigences impitoyables » (p. 143).

Pour les participants à la *Semaine Sociale*, tels Alain Barrère, Paul Thibaud, et Loïc Mordel, les Évangiles exigent une réponse plus totale, plus complète et plus radicale au problème de la pauvreté qu'elle n'a été formulée par les socialismes existants. Beaucoup d'orateurs ont souligné que le mot pauvreté a un sens socio-économique et un sens religieux. Au sens socio-économique, la pauvreté est l'ennemie de l'homme et de ses religions, tandis qu'au sens religieux, la pauvreté est la force révolutionnaire qui seule peut libérer une société

industrielle des forces inhumaines qui ont accompagné la croissance technologique aussi bien dans les États socialistes que dans les États capitalistes.

Après lecture des essais présentés à cette *Semaine Sociale*, on comprendra la réflexion de Marcelle Padovani (le *Nouvel Observateur*, 24-30 janvier 1972) que la principale crainte du parti communiste français concernant leur dernière stratégie est que : « les chrétiens socialistes persistent à donner des leçons de socialisme au grand parti de la classe ouvrière, orfèvre en socialisme, lui, depuis plus de cinquante ans ».

Pour beaucoup parmi ceux qui ont pris la parole à la *Semaine Sociale* de Lyon, le parti communiste français s'est montré non seulement trop stalinien, mais encore trop réformiste (trop partisan de la réforme). Il semble qu'en France, ce sont les catholiques qui proposent les remèdes les plus hardis et les mieux conçus pour combattre la pauvreté.

John HELLMAN

Histoire,
Université McGill.

HEDBERG, Hakan, *Le défi japonais*, Éditions Denoël, Paris, 1970, 304p.

Écrit par un journaliste suédois, ce livre est le deuxième volume de la collection « Défi » et fait suite au livre explosif de Jean-Jacques Servan-Schreiber « *Le Défi américain* ». Le livre consiste essentiellement en un examen des prévisions et des projets pour les vingt prochaines années, annoncés en 1965 par les Japonais. Selon leurs prévisions, dans dix ans, soit vers 1975, la production industrielle du Japon aura dépassé celle du Marché commun ; dans 15 ans, le Japon sera devenu le plus grand pays exportateur du monde ; et peut-être que vers 1985, son produit national brut aura dépassé celui de l'Union soviétique, que son revenu *per capita* et que sa production industrielle globale auront rattrapé ceux des États-Unis. Le Japon a devancé l'Allemagne de l'Ouest en 1968 et il entend bien poursuivre son effort pour se classer au 1^{er} rang parmi les pays industriels du monde.

En 1971, nous voyons que le Japon anéanti et presque totalement détruit par la guerre,

s'est relevé de ses cendres, tel le Phœnix de la légende, pour se hisser parmi les géants et devenir la troisième puissance industrielle du monde. D'abord étonné d'un tel dynamisme foudroyant, en fin de compte, le monde passa de la stupéfaction générale à l'admiration et même à l'envie, pour nourrir ensuite une jalousie et même une guerre ouverte, tel qu'on a pu le voir lors de la crise du dollar et de l'imposition de la surtaxe, qui visait essentiellement le Japon.

Quels facteurs ont contribué à cette croissance industrielle phénoménale du Japon dans les décennies d'après-guerre ? Hakan Hedberg énumère les suivants, entre autres : 1) l'étroite coopération entre le gouvernement et le secteur privé de l'économie ; 2) une bureaucratie bien organisée et très compétente ; 3) les modiques sommes que le Japon alloue au chapitre de la Défense (moins de 1% de son P.N.B.) après avoir adopté une politique pacifiste depuis 1945 ; 4) la politique protectionniste très poussée qui alimente son industrie domestique ; 5) son équipement ultramoderne ; 6) le « taux d'endettement » et le « potentiel de risque » élevés des entreprises japonaises, ce qui permet d'investir dans des industries à haute croissance ; 7) un sentiment aigu du nationalisme (un nationalisme aigu ?) qui fait passer l'intérêt national avant celui des affaires (exemple : *Japan Incorporated*) ; 8) une importante épargne domestique qui fournit un capital liquide ; 9) un système d'éducation hautement développé qui vient au second rang après celui des États-Unis et qui, par conséquent, déverse dans l'industrie une main-d'œuvre bien qualifiée ; 10) l'emploi des dernières découvertes de la technologie ; 11) la présence, au Japon, d'économistes qui planifient et envisagent l'avenir (à côté de l'Europe où la plupart des économistes s'affairaient à écrire en secret des essais sur l'histoire économique de l'Europe du XVIII^e siècle) ; 12) l'absence relative d'investissements étrangers, ce qui empêche la main-mise étrangère ; 13) les subventions du gouvernement aux industries exportatrices (pp. 24-41).

En conclusion, l'auteur de ce livre alarmiste lance un avertissement afin que les Européens prennent conscience du défi japonais, s'ils ne veulent pas un jour, alors qu'il sera trop tard, se retrouver sous la tutelle de l'expansionnisme économique japonais.

Si le critique admet la justesse des facteurs que donne Hedberg pour expliquer le dyna-

misme du développement économique japonais, il relève néanmoins d'autres raisons qui sont peut-être la clef du développement économique du Japon. Avant tout, il faut concéder aux Japonais comme aux Allemands *leur grande énergie et leur forte discipline au travail*. David McClelland et De Vos, dans leurs derniers ouvrages, ont déjà fait remarquer « l'intense désir de réussite » qui anime les Japonais. Cet important facteur psychologique demeure sous-jacent aux facteurs économiques ou institutionnels que favorise le développement d'une nation. En second lieu, le type de mobilité au Japon a toujours été *une mobilité de groupe* plutôt qu'une mobilité individuelle, caractéristique des Nations occidentales. Les changements structurels socio-économiques importants s'effectuent plus facilement grâce à la mobilité de groupe, ce qui est corroboré de façon probante par les récentes expériences faites en Union soviétique et en République populaire de Chine. Troisièmement, le rapide développement socio-économique du Japon se caractérise par *la prédominance du gouvernement* alors que dans les pays occidentaux, c'est l'économie qui prend la vedette. De nos jours, seul le pouvoir politique peut faire appel aux ressources nationales du pays tout entier, employer son capital domestique et prendre l'initiative des changements globaux nécessaires à l'essor économique du pays. Quatrièmement, l'échelle des valeurs (par exemple, la religion, et la morale du travail, le code d'honneur des samourais, etc.) a contribué à la modernisation de la classe paysanne japonaise dès le XII^e siècle. C'est-à-dire que, comme l'auteur voudrait nous le faire croire, le développement socio-économique du Japon n'est pas dû au succès étonnant de plans quinquennaux ou décennaux à court terme. De fait, si l'on examine attentivement le passé du point de vue historique, sociologique ou psychologique (en remontant aussi loin que le XII^e siècle), on s'aperçoit que le Japon réunissait maintes conditions préalables favorables au développement socio-économique. Aux yeux du critique, qui étudia longtemps au Japon, le développement extraordinaire de ce pays semble une chose toute naturelle ; et même le taux de croissance socio-économique du Japon s'est révélé plus lent que les prévisions. Le développement industriel de ce pays n'a rien pour surprendre ou étonner : la société japonaise et cela dès le XI^e siècle, a toujours été hautement développée

et groupée en agglomérations urbaines. Le seul fait que tant d'observateurs occidentaux aient paru consternés en constatant le développement du Japon ces dernières années témoigne déjà de leur ignorance de l'histoire de l'Asie et de leur racisme secret (en ce qui concerne l'Allemagne, leur consternation est beaucoup moindre, car pour eux, une nation européenne ne peut qu'être compétente. Mais ils s'étonnent dès qu'un pays asiatique ou une nation qui n'appartient pas au monde occidental excelle dans un domaine, parce qu'ils les ont toujours tenus dans un « léger mépris »).

Instructif à bien des points de vue, ce livre évoque le souvenir des années 1930. En 1930, pour employer l'expression de Walt Rostow, le Japon accédait au rang de grande puissance mondiale et abordait la dernière étape du développement économique, « la grande consommation de masse ». L'influence du Japon aux points de vue militaire, commercial et politique s'est fait sentir dans tout l'Est asiatique et l'ouest du Pacifique. De plus en plus, la politique expansionniste du Japon entre en conflit avec les droits acquis d'anciennes puissances coloniales européennes et ceux des États-Unis. On peut dire qu'une des principales causes de la Seconde Guerre mondiale fut précisément le conflit pour garder les marchés de la Chine et du Sud-Est asiatique entre l'Empire japonais en pleine croissance et les empires coloniaux européens établis depuis longtemps, et les États-Unis. La guerre commerciale entre cette nouvelle puissance et les anciennes, a aiguisé l'antagonisme réciproque et un racisme regrettable qui ont ouvert la voie aux hostilités.

Dans les années trente, les États-Unis et les autres puissances coloniales se sont efforcées d'isoler le Japon et de l'arrêter en contractant des alliances avec la Chine assiégée ; les Japonais ont, par la suite, développé « une psychose (paranoïa) collective », se sentant progressivement étouffés et par l'« A.B.C.D. Encirclement » (c'est-à-dire par les « *American-British-Chinese-Dutch* »). Ce sentiment atteignit son paroxysme lorsqu'ils envahirent l'Indochine française, première étape en vue de s'assurer des matières premières en Asie du Sud-Est.

Malgré les craintes d'Hedberg que le Japon porte un coup au Marché commun, le fait est que celui-ci demeure actuellement le plus grand bloc commercial du monde et qu'il ferme les portes aux autres compétiteurs tels que le Japon. Et on peut même affirmer que le Marché

commun est le bloc commercial le plus protectionniste, et s'il y a lieu de s'inquiéter, c'est plus des « coups » qu'il peut porter au reste du monde. Quelques-uns des pays du Marché commun s'aventurent déjà sur le marché chinois. Quant au Japon, à la suite des deux coups portés par Nixon, à savoir sa visite en République populaire de Chine et le soufflet que fut cette surtaxe qui visait principalement le Japon, il en fut traumatisé et bouleversé.

Nous devons observer attentivement la manière dont le Japon se tirera d'affaires dans des situations qui s'opposent de plus en plus à son commerce. Aux yeux du critique, le véritable danger réside dans le fait que le Japon s'efforcera d'amortir les effets de la surtaxe par le développement rapide de son industrie à des fins militaires encore embryonnaires (qui n'en est qu'à ses débuts). L'accroissement de la force militaire japonaise en Asie de l'Est que réclament les États-Unis de façon pressante, la guerre commerciale qui lui est déclarée par le biais de la surtaxe — l'inévitable désorganisation économique qui en résulte — tous ces facteurs font à merveille le jeu des Japonais qui rêvent d'une grande force militaire pour le Japon, égale à sa puissance industrielle reconnue.

Les années 1970 seront décisives pour le Japon, qui se trouve en proie à la pire crise diplomatique et économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette prise est causée moitié par les plans imprévoyants des Américains sans doute pour des raisons politiques, et moitié par la conduite du Japon, par exemple, sa politique commerciale étroite qui a fait naître la rivalité et la colère des autres nations et l'a rendu presque totalement dépendant des États-Unis pour son commerce extérieur, ce qui laissait de côté d'autres possibilités.

Où va le Japon ? Sera-t-il une nation stable, démocratique sur laquelle on peut compter et qui contribuera de façon positive au bien-être économique du Pacifique et de toute la communauté asiatique, ou deviendra-t-il une menace militaire arrogante et un géant économique désireux de créer une « zone de prospérité » en trompe-l'œil ? L'avenir dépend entièrement de la politique avisée du monde occidental. À notre époque où les économies internationales sont étroitement imbriquées et où le monde est devenu un « grand village », aucune politique occidentale n'échappera aux consé-

quences pour lesquelles l'humanité peut avoir encore une fois à payer chèrement durant notre vie.

Toyamasa Fusé

Sociologie,
Université de Montréal.

McLELLAN, David, *The Thought of Karl Marx, An Introduction*, Macmillan, Londres, 1971, 237p.

À la suite de Bottomore, qui publiait en 1963, la première version anglaise des *Manuscrits de Paris*, McLellan est devenu un des meilleurs spécialistes de langue anglaise des œuvres de jeunesse de Marx, dont il publiait, en 1971, un choix judicieux de textes de la période 1837-1844.

Son Introduction est un petit ouvrage extrêmement pratique et commode, qui guide de main de maître le néophyte à travers l'œuvre complexe de Marx. Il comprend deux parties qui se complètent bien. La première suit l'ordre chronologique, et la seconde, un ordre thématique. Pour chacune des huit périodes, l'auteur présente un canevas identique : liste des œuvres, suivie d'une brève notice biographique et des commentaires d'une douzaine de pages chacun. Ceux-ci consistent, en fait, plutôt en un choix de textes typiques, intelligemment reliés. Le lecteur est ainsi en mesure d'apprécier l'évolution et la maturation de la pensée de Marx, tout en ayant déjà l'intuition d'une continuité fondamentale de cette pensée. McLellan opte en effet résolument pour la thèse de la continuité et de l'unité des œuvres de jeunesse et de celles de l'âge mûr, prenant ainsi le contrepied de l'interprétation d'Althusser.

En fin de chacun des huit chapitres de la première partie, apparaît une double bibliographie : d'abord la liste des principales traductions anglaises des œuvres de la période, ensuite un choix limité de livres et d'articles de revues offrant des commentaires de ces œuvres ou des événements ou courants de pensée reliés à celles-ci.

La seconde partie présente en autant de chapitres, un choix de huit thèmes : aliénation, matérialisme historique, travail, classes, parti, État, révolutions, société communiste future. Chaque fois, une présentation ou commentaire de trois à sept pages précède un éventail de textes couvrant une dizaine de pages dans un

ordre chronologique ; cet ordre permet aisément d'apprécier tant le degré d'évolution de la pensée de Marx sur un même thème que l'importance qu'il lui accorde selon les époques de sa carrière d'écrivain. Le critère de sélection des thèmes par McLellan est manifestement d'ordre sociologique, de sorte que n'y figurent pas les thèmes économiques centraux du *Capital*. Loin de tronquer de la sorte la signification de l'œuvre, cette sélection rappelle opportunément que Marx, même s'il s'est pris parfois au jeu des économistes de son temps, reste fondamentalement un critique de leur science, qui met à nu les infrastructures et conditionnements sociaux et mentaux de leurs constructions intellectuelles. À ce titre, le fait de ramener le *Capital* au niveau des écrits antérieurs restitue plutôt à Marx son vrai visage, trop souvent caricaturé par les réfutations de ses thèses « économiques » de la part d'auteurs économistes raisonnant de l'intérieur des cadres de pensée d'une discipline que conteste précisément Marx. Le *Capital* est néanmoins l'aboutissement des œuvres antérieures et doit être compris dans leur perspective ; ici, McLellan ne lui fait pas entièrement justice, notamment lorsqu'il accroche aux aspects arduement techniques du volume II pour juger celui-ci relativement peu intéressant. Or, ce volume II, comme l'avait déjà montré Calvez en 1956, dénonce l'illusion monétariste qui, faisant abstraction des réalités socio-historiques de base, amène les économistes à perdre leur temps dans l'analyse de la circulation d'un capital réduit à sa caricature de capital-argent.

À la fin de chacun des chapitres thématiques, apparaît une courte bibliographie *ad hoc*. L'ouvrage s'achève par une bibliographie générale sélective, comprenant d'abord diverses éditions de textes choisis, ensuite les ouvrages et articles des principaux spécialistes, ayant écrit ou été traduits en langue anglaise.

André Lux

Sociologie,
Université Laval.

DEPREZ, Paul (ed.), *Population and Economics*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 1970, viii + 389p.

Cet ouvrage rassemble la plupart des communications présentées à la section 5 du IV^e